

*l'article 34* (p. 314); *Son amendement à l'article 112 : Délais d'opposition* (p. 666); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 113 : Couverture des besoins complémentaires en bois et produits forestiers* (ibid.); *Son amendement à l'article 118 : Subventions aux communes* (p. 667); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 169 : Subventions aux sociétés de secours mutuels des fonctionnaires* (p. 680); INTÉRIEUR (p. 451); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (A. de 1040, p. 571); — d'un projet de loi relatif au vote par correspondance : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1554); *le retire* (ibid.).

**DENAI (M. Joseph), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 202).

**Dépôts :**

Le 23 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la stabilité des locataires et occupants de bonne foi, n° 33. — Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, n° 42. — Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 du Code général des impôts directs n° 138. — Le 21 décembre 1945, une proposition de loi tendant à rétablir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre, n° 168. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi, n° 169. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les limites d'âge fixées pour la mise à la retraite des fonctionnaires civils et militaires, n° 170. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des Chambres départementales du travail, n° 171. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un plafond aux rémunérations des directeurs et administrateurs des entreprises nationalisées et

de tous représentants de l'Etat dans un organisme quelconque, n° 172. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, n° 173. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire moyen départemental, n° 174. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer à la carte électorale, le livret électoral, n° 179. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux étudiants en médecine une affectation militaire en rapport avec leurs aptitudes, n° 180. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour assurer aux Français des locaux d'habitation, n° 181. — Le 22 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, n° 192. — Le 29 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 26 mai 1945 sur l'assistance médicale temporaire aux prisonniers de guerre, n° 240. — Le 23 janvier 1946, une proposition de loi tendant à instituer au profit des mères de familles nombreuses une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, n° 317. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à régler la situation des Français victimes d'accidents du travail pendant leur assujettissement au service du travail obligatoire, n° 398. — Le 18 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier et préparer des projets pratiques pour remédier à la crise du logement, n° 1097. — Le 18 avril 1946, une proposition de loi relative aux activités des étrangers admis en France comme travailleurs salariés, n° 1098.

**Interventions :**

Est entendu sur la déclaration ministérielle présentée par M. le Général de Gaulle (A. S. de 1945; p. 130). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au 2<sup>e</sup> alinéa de l'art. 2* (p. 166); *le défend* (p. 167); *Son amendement au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 7 : Nationalisation des grandes banques de dépôt* (p. 171); *Son amendement au 2<sup>e</sup> alinéa de l'art. 8* (p. 172); *le retire* (ibid.); *Son amendement au 6<sup>e</sup> alinéa de l'art. 9* (p. 175); *Son amendement au 7<sup>e</sup> alinéa* (ibid.); *Son amendement aux 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'art. 12* (p. 177); *le défend* (p. 178); *Ses deux amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'art. 19* (p. 183); *les retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) **LOI DE FINANCES : Discussion générale** (p. 282 et suiv.); *Amendement de M. Truffaut à l'article 27 bis* (p. 352); *Son amendement à l'article 32* (p. 314); *Le retire* (ibid.); *Article 3 réservé* (p. 358); *Son article additionnel* (p. 360); *Le soutient* (p. 363); *Le retire* (ibid.); *Son deuxième article additionnel* (ibid.); *Le retire* (ibid.). — Demande à interpellier : sur le régime exorbitant du droit commun auquel est soumise la presse politique (p. 737); — sur la politique générale du Gouvernement (**A. de 1946**, p. 156 et suiv.); — sur le régime de la presse (p. 244); développe cette interpellation (p. 703 et suiv., p. 726); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 : *Amendement de M. Ramarony* (p. 304). — Est entendu au cours du débat : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 463); — sur les propositions de loi de M. A. Mercier (Oise) et M. Pierre Bloch tendant à proroger les délais pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et chambres civiques et fixer au 1<sup>er</sup> janvier 1947 la date d'expiration des informations et poursuites pour faits de collaboration : *Discussion générale* (p. 470); *Son amendement à l'article 2* (p. 471). — Prend part à la discussion des propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : *Son amendement à l'article premier de la déclaration* (p. 766); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement* (p. 772); Art. 16 : *Son amendement* (p. 774); Art. 14 : *Son amendement* (p. 815); Art. 24 : *Ses amendements* (p. 864, p. 865); Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 871); Art. 25 : *Son amendement* (p. 878); *le retire* (ibid.); Art. 27 : *Son amen-*

*dement tendant à supprimer l'article* (p. 879); *le retire* (ibid.); Art. 28 : *Son amendement* (p. 880); Art. 29 : *Son amendement* (ibid.); Art. 30 : *Son amendement* (p. 881); Art. 32 : *Son amendement* (p. 960); Art. 34 : *Son amendement* (p. 972); Pouvoirs de l'Assemblée : Art. 60 : *Son amendement* (p. 1852); Art. 66 : *Son amendement* (p. 1854); Art. 69 : *Son amendement* (p. 1864); Articles réservés : Art. 68 : *Son amendement* (p. 1950); *le retire* (ibid.); Art. 72 : *Reprend l'amendement de M. Coty* (p. 1950); *le retire* (ibid.); *Ses observations sur le vote* (p. 2070). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 882). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* (p. 1174); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 8 : *Ses explications de vote* (p. 1374); *ses explications de vote sur l'amendement de M. Delcos* (p. 1375); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Amendement de M. Mercier* (p. 1585); *Amendement de M. Detraives* (p. 1586); — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1803); — du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 1836); — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du budget général de l'exercice 1946 : chap. 6 : *Ses observations* (p. 2097); chap. 203, finances : *Ses observations* (p. 2103); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2124 et suiv.); Art. 7 : *Amendement de M. Bouvier O'Collereau* (p. 2176); Art. 18 : *Soutient l'amendement de M. Laniel* (p. 2197); Art. 32 : *Amendement de M. Joubert* (p. 2202); — du projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail : Art. 8 : *Son amendement tendant à la création de chambres départementales* (p. 2212); *le retire* (p. 2213); — de propositions de loi relatives aux comités d'entreprises : Art. 3 : *Son amendement* (p. 2222); — d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 9 : *Ses observations* (p. 2277); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale*

*rale* (p. 2291 et suiv.) ; Dispositions spéciales : Art. 11 : *Reprend l'amendement de M. Louvel* (p. 2340). — S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 130).

### DENIS (M. Alphonse), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

### DEPREUX (M. Edouard), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

#### Dépôt :

Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946 modifiant la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933, 2 février 1937 et par le décret du 25 août 1937 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 1144.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation générale* : Art. 1<sup>er</sup> (A. de 1945, p. 220). — Est entendu : sur l'attribution de compétence à une commission (questions de métayage et de fermage) (p. 258) ; — au cours de la discussion des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> bureau sur l'élection de M. Camille Laurens (Cantal) : *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 266 et suiv.). — Prend

part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944, instituant une Haute Cour de justice : en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation générale* : *Amendement de M. Pierre Cot à l'article 7* (p. 418) ; *Ses observations au cours des explications de vote* (p. 419) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : JUSTICE : *Ses observations en qualité de Président de la Commission* (p. 423, 425) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 (p. 735) ; — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 215) ; — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation générale* : *Ses observations sur l'amendement de M. Larrivière à l'article premier* (p. 537) ; *Amendement de M. Bendjelloul à l'article 2* (ibid.) ; *Amendement de M. Bendjelloul à l'article 4* (p. 540). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 547) ; — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : *Ses explications de vote sur la Déclaration* (p. 676) ; Art. 32 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Coty* (p. 967) ; Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1673 et suiv.) ; Pouvoirs de l'Assemblée ; Art. 55 : *Ses explications de vote* (p. 1850) ; Art. 109 : *Ses observations* (p. 2049) ; — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 723) ; — du règlement de l'ordre du jour (p. 882, 1193) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1269) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 1271) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1282) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement* (p. 1283) ; Art. 13 : *Son amendement* (p. 1292) ; Art. 14 : *Son amendement* (p. 1293) ; *Son amendement* (p. 1295) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1296) ; *Son second amendement* (p. 1301) ; Art. 16 : *Ses amendements* (p. 1303) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 1305) ; *Son amendement au 5<sup>e</sup> alinéa* (p. 1306) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 1309) ; *Son second amendement* (p. 1310) ; Art. 20 : *Ses amendements* (p. 1314) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 4 : *Éligibilité et Constitution* (p. 1369) ; — du projet